



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

1. Introduction et Identité du Responsable de Traitement

Le règlement général sur la protection des données (« RGPD ») est applicable depuis le 25 mai 2018. Ce nouveau cadre légal établit un régime unique de protection des données en Europe, remplaçant la directive de 1995, qui a été transposée en droit luxembourgeois par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Le régime des formalités préalables, qui existaient précédemment sur base de cette loi (notifications préalables, autorisations préalables, engagements formels de conformité), n'a dès lors plus lieu d'être. En contrepartie, chaque organisme (entreprise, administration, association, etc.) amené à traiter des données à caractère personnel est davantage responsabilisé. Il doit en effet assurer à chaque instant un respect des nouvelles règles en matière de protection des données et être en mesure de le démontrer en documentant sa conformité.

- **Identité et Coordonnées du Responsable de Traitement :**

Raison sociale : S.S.P.R. LUX FORMATION SARL-S

Nom Prénom : DUBU Nathalie

Adresse : 28 route de Luxembourg
L-3333 HELLANGE

N° RCS : B298872

Coordonnées de contact :

Téléphone : (+352) 27 52 15 76

E-mail : n.dubu@sspr.lu

2. Catégories de Données Personnelles Collectées

- Données d'identification : Nom, prénom, adresse, email, numéro de téléphone, date de naissance, numéro de sécurité sociale.
- Données professionnelles : Nom de l'entreprise, fonction, fiche de poste.
- Données de connexion/utilisation : Adresse IP, données de navigation, cookies (avec renvoi à une politique de cookies si elle est séparée).
- Données financières : Informations de paiement (si applicables).



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

3. Finalités et Bases Légales du Traitement

Finalité du Traitement	Données Concernées	Base Légale (Art. 6 RGPD)	Explication
Gestion commandes et livraisons de produits/services	Nom, prénom, adresse de livraison, téléphone, email, données de paiement.	Exécution d'un Contrat	Le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat de vente ou de prestation de services que vous avez conclu avec nous.
Communication et réponse aux demandes	Nom, Prénom, téléphone, email, contenu de la demande.	Intérêt Légitime	Pour pouvoir répondre efficacement à vos questions, demandes d'information ou réclamations. Vous nous avez donné votre accord explicite pour recevoir nos communications marketing. Vous pouvez retirer ce consentement à tout moment.
Envoi de la newsletter (marketing direct)	Email	Consentement	Nous sommes tenus par la législation luxembourgeoise de conserver certaines données (ex. : documents comptables et fiscaux) pour une durée spécifique.
Respect des obligations légales et fiscales	Nom, Prénom, adresse, données de facturation (numéros, dates, descriptions et montants).	Obligation Légale	Assurer le bon fonctionnement technique, la sécurité de notre plateforme et protéger nos intérêts contre d'éventuelles activités frauduleuses.
Sécurité du site web et prévention des fraudes	Adresse IP, horodatage de connexion, données de navigation.	Intérêt Légitime	Analyser l'utilisation de nos services pour en améliorer l'ergonomie et la pertinence, en minimisant l'impact sur votre vie privée (généralement via l'anonymisation).
Amélioration continue de nos services (Analyses statistiques)	Données de navigation anonymisées (pages vues, temps passé).	Intérêt Légitime ou Consentement	



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

4. Durée de Conservation des Données

Vos données personnelles sont conservées pour les durées suivantes :

- Les données de facturation : conservées 10 ans (obligation légale au Luxembourg).
- Les données marketing (consentement) sont conservées jusqu'au retrait du consentement.

5. Destinataires des Données

Pour le besoin des différentes traitement, vos données personnelles sont partagées de la façon suivante :

- Personnel interne autorisé en fonction des différentes traitements à effectuer (services ou postes spécifiques).
- Sous-traitants :
 - IONOS (France) : Hébergeur web
 - OVH CLOUD (France) : Hébergeur mail
 - DENDREO (France) : Gestion pédagogique, gestion administrative, gestion financière, gestion commerciale, communication, suivi qualité, e-learning
 - INTEC (Belgique) : Gestion administrative, gestion comptable, gestion financière
 - MULTILINE (Luxembourg) / BANQUE RAFFEISEN (Luxembourg): Gestion financière
 - Fiduciaire (Luxembourg) : Gestion comptable
- Autorités légales :
 - CNPD (Luxembourg) : (sur demande de celui-ci)
 - Administration (Luxembourg) : (sur demande de celle-ci)

Ces différents tiers sont soumis à des obligations de confidentialité et de sécurité.

6. Transfert de Données Hors UE/EEE

Vos données personnelles ne sont pas transférées en dehors de l'Union Européenne/Espace Économique Européen.



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

7. Vos Droits (Droits de la Personne Concernée)

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016), vous avez un les droits suivants :

- Droit d'accès (article 15 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016)
 1. « La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès auxdites données à caractère personnel ainsi que les informations suivantes:
 - a) les finalités du traitement;
 - b) les catégories de données à caractère personnel concernées;
 - c) les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, en particulier les destinataires qui sont établis dans des pays tiers ou les organisations internationales;
 - d) lorsque cela est possible, la durée de conservation des données à caractère personnel envisagée ou, lorsque ce n'est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée;
 - e) l'existence du droit de demander au responsable du traitement la rectification ou l'effacement de données à caractère personnel, ou une limitation du traitement des données à caractère personnel relatives à la personne concernée, ou du droit de s'opposer à ce traitement;
 - f) le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle;
 - g) lorsque les données à caractère personnel ne sont pas collectées auprès de la personne concernée, toute information disponible quant à leur source;
 - h) l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris un profilage, visée à l'article 22, paragraphes 1 et 4, et, au moins en pareils cas, des informations utiles concernant la logique sous-jacente, ainsi que l'importance et les conséquences prévues de ce traitement pour la personne concernée.
 2. Lorsque les données à caractère personnel sont transférées vers un pays tiers ou à une organisation internationale, la personne concernée a le droit d'être informée des garanties appropriées, en vertu de l'article 46, en ce qui concerne ce transfert.
 3. Le responsable du traitement fournit une copie des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement. Le responsable du traitement peut exiger le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie supplémentaire demandée par la personne concernée. Lorsque la personne concernée présente sa demande par voie électronique, les informations sont fournies sous une forme électronique d'usage courant, à moins que la personne concernée ne demande qu'il en soit autrement.



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

4. Le droit d'obtenir une copie visé au paragraphe 3 ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui. »

- Droit de rectification (article 16 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016)

« La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement, dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel la concernant qui sont inexactes. Compte tenu des finalités du traitement, la personne concernée a le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire. »

- Droit à l'effacement (« Droit à l'oubli ») (article 17 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016)

1. « La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement, dans les meilleurs délais, de données à caractère personnel la concernant et le responsable du traitement a l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais, lorsque l'un des motifs suivants s'applique:
 - a) les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière;
 - b) la personne concernée retire le consentement sur lequel est fondé le traitement, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point a), ou à l'article 9, paragraphe 2, point a), et il n'existe pas d'autre fondement juridique au traitement;
 - c) la personne concernée s'oppose au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 1, et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le traitement, ou la personne concernée s'oppose au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 2;
 - d) les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite;
 - e) les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis;
 - f) les données à caractère personnel ont été collectées dans le cadre de l'offre de services de la société de l'information visée à l'article 8, paragraphe 1.
2. Lorsqu'il a rendu publiques les données à caractère personnel et qu'il est tenu de les effacer en vertu du paragraphe 1, le responsable du traitement, compte tenu des technologies disponibles et des coûts de mise en œuvre, prend des mesures raisonnables, y compris d'ordre technique, pour informer les responsables du traitement qui traitent ces données à caractère personnel que la personne concernée a demandé l'effacement par ces responsables du traitement de tout lien vers ces données à caractère personnel, ou de toute copie ou reproduction de celles-ci.
3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas dans la mesure où ce traitement est nécessaire:



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

- a) à l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information;
 - b) pour respecter une obligation légale qui requiert le traitement prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis, ou pour exécuter une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement;
 - c) pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé publique, conformément à l'article 9, paragraphe 2, points h) et i), ainsi qu'à l'article 9, paragraphe 3;
 - d) à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, dans la mesure où le droit visé au paragraphe 1 est susceptible de rendre impossible ou de compromettre gravement la réalisation des objectifs dudit traitement; ou
 - e) à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.. »
- Droit à la limitation du traitement (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016)
 1. La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement lorsque l'un des éléments suivants s'applique:
 - a) l'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée, pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel;
 - b) le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à leur effacement et exige à la place la limitation de leur utilisation;
 - c) le responsable du traitement n'a plus besoin des données à caractère personnel aux fins du traitement mais celles-ci sont encore nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice;
 - d) la personne concernée s'est opposée au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 1, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée.
 2. Lorsque le traitement a été limité en vertu du paragraphe 1, ces données à caractère personnel ne peuvent, à l'exception de la conservation, être traitées qu'avec le consentement de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice, ou pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale, ou encore pour des motifs importants d'intérêt public de l'Union ou d'un État membre.
 3. Une personne concernée qui a obtenu la limitation du traitement en vertu du paragraphe 1 est informée par le responsable du traitement avant que la limitation du traitement ne soit levée.



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

- *Droit à la portabilité des données (article 20 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016)*
 1. Les personnes concernées ont le droit de recevoir les données à caractère personnel les concernant qu'elles ont fournies à un responsable du traitement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et ont le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans que le responsable du traitement auquel les données à caractère personnel ont été communiquées y fasse obstacle, lorsque:
 - a) le traitement est fondé sur le consentement en application de l'article 6, paragraphe 1, point a), ou de l'article 9, paragraphe 2, point a), ou sur un contrat en application de l'article 6, paragraphe 1, point b); et
 - b) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés.
 2. Lorsque la personne concernée exerce son droit à la portabilité des données en application du paragraphe 1, elle a le droit d'obtenir que les données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible.
 3. L'exercice du droit, visé au paragraphe 1 du présent article s'entend sans préjudice de l'article 17. Ce droit ne s'applique pas au traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement.
 4. Le droit visé au paragraphe 1 ne porte pas atteinte aux droits et libertés de tiers.
- *Droit d'opposition (article 21 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016)*
 1. La personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel la concernant fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point e) ou f), y compris un profilage fondé sur ces dispositions. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.
 2. Lorsque les données à caractère personnel sont traitées à des fins de prospection, la personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment au traitement des données à caractère personnel la concernant à de telles fins de prospection, y compris au profilage dans la mesure où il est lié à une telle prospection.
 3. Lorsque la personne concernée s'oppose au traitement à des fins de prospection, les données à caractère personnel ne sont plus traitées à ces fins.
 4. Au plus tard au moment de la première communication avec la personne concernée, le droit visé aux paragraphes 1 et 2 est explicitement porté à l'attention de la personne concernée et est présenté clairement et séparément de toute autre information.



Politique de Confidentialité

Conforme au RGPD

(version V 2025.10-01)

5. Dans le cadre de l'utilisation de services de la société de l'information, et nonobstant la directive 2002/58/CE, la personne concernée peut exercer son droit d'opposition à l'aide de procédés automatisés utilisant des spécifications techniques.
 6. Lorsque des données à caractère personnel sont traitées à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques en application de l'article 89, paragraphe 1, la personne concernée a le droit de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, au traitement de données à caractère personnel la concernant, à moins que le traitement ne soit nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public. »
- Droit de retirer son consentement (à tout moment, lorsque le traitement est fondé sur le consentement).

Pour toute question sur vos droits cités ci-dessus, vous devez un mail à la personne responsable du traitement des données dont les coordonnées sont indiquées au point 1 de ces présentes.

8. Sécurité et Confidentialité

Pour la protection de vos données, l'accès est strictement limité aux personnes en ayant besoin pour répondre aux différents traitement.

9. Droit d'Introduire une Réclamation

En cas de réclamation, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle au Luxembourg, la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD) :

Coordonnées de la CNPD :

1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette, Luxembourg.

Pour la société S.S.P.R. LUX FORMATION SARL-S :
Mme DUBU Nathalie

S.S.P.R. Lux Formation sarl-s

28 Route de Bettembourg
L-3333 HELLANGE
(+352) 27 52 15 76
info@sspr.lu - www.sspr.lu
RCS : B298872 - N° TVA : LU 36784811

S.S.P.R. LUX FORMATION SARL-S
route de Bettembourg – L-3333 HELLANGE
2) 27 52 15 76 – info@sspr.lu – www.sspr.lu
N° TVA LU36784811 – N° RCS B298872 – Autorisation 10177998/0 – Agrément INFS-2025-OF-021
SARL-S au capital de 10 000.00 €